

Désirant rentabiliser le plus rapidement possible son petit commerce, PANIS se met à confectionner des centaines de panini et viole ainsi un arrêté municipal interdisant tout feu de bois durant la période de sécheresse du mois d'août. Le four fonctionne effectivement à plein régime de jour comme de nuit, alimenté en permanence de bois et de paille. Malheureusement, cet usage trop intensif du four provoque des étincelles qui atteignent les champs avoisinants, portées par le vent qui souffle violemment sur le LATIUM durant l'été. L'agriculteur et citoyen romain libre SENEX est brûlé et hospitalisé.

bien!

8 ph

C. Informé de la mésaventure, PANIS vous demande quelles peuvent être les prétentions de SENEX à son égard.

Il s'agit d'un acte délictueux donc d'un cas où la lex aquilia s'applique. Le damnum iniuria datum doit remplir cinq conditions, pour qu'elle s'applique. D'abord il faut un dommage (damnum). Le dommage doit être matériel, porter sur le patrimoine et effectuer une diminution du patrimoine. In casu le citoyen libre SENEX a des brûlures et doit être hospitalisé. Le dommage porte sur lui-même donc le dommage porte sur un corps (corpore) mais pas sur un corps (non corpore corpore). Senex fait partie de son patrimoine. En outre de sa profession soit agriculteur il ne pourra probablement pas travailler pendant l'hospitalisation et donc il y a une diminution de son patrimoine. La deuxième condition est l'acte dommageable (actum) qui est l'usage trop intensif du four par PANIS. Ensuite il faut un lien de causalité entre l'acte dommageable et le dommage. In casu celui-ci est donné car si PANIS n'avait pas usé son four trop intensif il n'y aurait pas eu des étincelles qui atteignent les champs avoisinants, portées par le vent qui souffle violemment. La quatrième condition est la question de l'illicéité. In casu celle-ci est donnée car PANIS viole un arrêté municipal qui interdit tout feu de bois durant la période de sécheresse. L'acte dommageable est ainsi illicite. La dernière condition est celle de la faute. PANIS agit faute car il s'aurait probablement qu'il viole un arrêté municipal. Et même. S'il ne le savait pas il s'est comporté contraire un bon vir qui n'aurait pas pris le risque pendant la période de sécheresse. PANIS est ainsi de mauvaise foi SENEX peut vu qu'il a subi un dommage sur son corps inter l'action de la lex aquilia contre PANIS pour demander des dommages et intérêts. S'agit d'un dommage direct il sera aussi possible pour SENEX d'intenter l'action actio utilis.

En conclusion SENEX peut faire prétentions de dommages sur un corps qui fait une diminution du patrimoine. Il peut ainsi inter l'actio lex aquilia contre PANIS qui devra payer des dommages et intérêts.

Constamment angoissé par la tournure dramatique des événements, PANIS souffre depuis lors d'hypertension. Il décide alors de consulter son ami, le médecin ISIDOR, afin que celui-ci mène un contrôle médical des plus complets.

7,5 ph

* Le contrat de mandat doit être effectué dans l'intérêt exclusif du mandant. Un reversé un mandat dans l'intérêt exclusif du mandataire n'est pas admis.

D. Veuillez expliquer, en détails, la nature et les caractéristiques de la relation juridique liant PANIS et ISIDOR.

Il s'agit d'un contrat de mandat (mandatum) qui est un contrat consensuel de bonne foi. Dans le contrat le mandant, in casu PANIS, engage le mandataire, in casu, ISIDOR d'accomplir certains travaux pour lui. Dans le cas d'espèce il s'agit que ISIDOR fait un contrôle médical sur PANIS. Le contrat de mandat est en principe gratuit. Il est nul s'il n'est pas gratuit. S'il s'agit d'un mandataire professionnel il peut demander par un processus un honorarium. Le contrat se fonde sur l'officium soit un lien personnel entre les deux parties. L'obligation principale du mandataire est d'agir selon les instructions du mandant. Il a un devoir absolu de rendre compte et ne peut refuser de donner des informations immédiatement au mandant. Il doit agir selon les regles de l'art. Il doit donner au mandant tous les actes qu'il a exécutés pendant le mandat. Il doit agir dans l'intérêt unique du mandant. Le mandant de son côté n'a qu'des obligations secondaires. Il doit payer les dépenses que le mandataire devait effectuer en l'exécution du mandat. Il doit donner des instructions au mandataire. In casu ISIDOR doit agir dans l'intérêt exclusif de PANIS. Il doit lui donner tous les informations et agir selon ses instructions. Le mandat a contre le mandataire l'actio mandati directa en cas de mauvaise ou inexécution du contrat. Etant donné qu'il s'agit d'obligations de moyen et non de résultat, il n'est pas aisé de tracer la limite entre mauvaise, bonne et inexécution. Le mandataire a contre le mandant l'actio mandati contraria pour demander le remboursement des dépenses effectuées pour le mandat. Le mandataire répondait d'abord que pour dol et ensuite aussi pour faute.